

mêmes, est remplacée par une politique russe, par la politique des intérêts russes.

Il y a, à ce moment, à Pékin, une ombre de gouvernement. Pendant que le Kuomintang et le gouvernement de Canton s'apprêtent à un effort ultime de redressement national, les diverses provinces de la Chine sont sous la domination de fait exclusive de quelques généraux (Tioukous). Le gouvernement purement nominal de Pékin n'est maintenu que par la volonté des Puissances qui veulent avoir quel qu'un avec qui signer les accords qui dépeceront encore un peu plus la Chine et qui leur créeront de nouveaux « droits » pour l'avenir.

C'est avec ce gouvernement que l'U. R. S. S. traite. Après de ce semi-gouvernement, l'Etat soviétique revendique l'héritage du czar, et l'obtient.

Par une convention du 31 mai 1924, l'U. R. S. S. se fait accorder par Pékin la concession du chemin de fer de l'Est-Chinois. Puis, comme l'autorité du gouvernement de Pékin ne s'étend pas au delà des murs de la capitale, et que cette convention n'est donc pas capable à elle seule de mettre l'U. R. S. S. en possession du chemin de fer concédé, l'U. R. S. S. s'adresse au maître de fait de la région où passe le chemin de fer, à Tchang-Tso-Ling, dictateur de la Mandchourie, le plus réactionnaire de tous les « tioukous » qui règnent alors sur la Chine. C'est l'accord de Moukden, signé le 20 septembre 1924; par cet accord, Tchang-Tso-Ling reconnaît la validité de la convention passée avec Pékin et accepte de la faire exécuter.

Quels étaient les termes de cette convention ? Ils ne différaient pas des termes habituels des conventions de ce genre. Si le plus scandaleux des privilèges qu'avait obtenus le gouvernement du czar, celui d'exercer le pouvoir politique dans la « zone » du chemin de fer, était supprimé, l'Etat russe n'en restait pas moins le seul maître véritable du chemin de fer, du fait que, dans le Conseil d'administration, il avait droit à une voix de majorité. La concession de 1896 contenait des privilèges exorbitants, comme n'en contient, à ma connaissance, aucune autre concession de ligne de transport que celle du Canal de Panama; la convention de 1924 faisait rentrer la concession de l'Est-Chinois dans le cadre normal des concessions, des concessions par lesquelles l'impérialisme capitaliste a coutume de coloniser les nations indépendantes trop faibles pour lui résister.

La politique de la Révolution russe, à l'époque où elle était la Révolution, a été une politique d'anti-impérialisme intransigeant. Elle le fut sous la double forme selon laquelle, pour être, il était indispensable qu'elle soit : anti-impérialiste pour les autres et... pour elle-même. Il lui fallut appeler les peuples subjugués ou dominés à la révolte, les aider de toutes ses forces à secouer le joug étranger, et, en même temps, il lui fallut s'abstenir rigoureusement elle-même de tout acte qui, sous quelque prétexte dont il ait pu se parer, eût été, en fait, une atteinte à l'indépendance, tant économique que politique, d'un autre peuple.

Agir autrement, eût été de la contre-révolution.

C'eût été de la contre-révolution pour une double raison :

C'eût été de la contre-révolution, parce que dominer un peuple n'est pas et ne peut pas être le moyen de l'émanciper. « L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ; de même, l'émancipation d'un peuple ne peut être que l'œuvre de ce peuple lui-même. Préférer qu'il suffise de soumettre un peuple à la domination politique ou à l'emprise économique d'un autre peuple doté d'une civilisation supérieure pour faire avancer ce peuple au niveau de la civilisation du peuple dominateur, est une absurdité ou une hypocrisie. L'impérialisme français use et abuse de cette hypocrisie. S'il colonise, prétend-il, ce n'est que pour « civiliser ». L'état de toutes les colonies françaises montre admirablement ce qu'il en est. Le capitalisme français y a superposé sa civilisation matérielle et ses propres modes d'exploitation aux anciennes civilisations indigènes, mais celles-ci n'en sont pas moins restées telles quelles; le vieil état social s'est conservé intact, tout juste garanti et es-

tampillé par le nouveau pouvoir. Le chemin de fer de l'Est-Chinois aux mains des Soviets russes ne peut pas plus rendre sympathique le socialisme au peuple chinois que les routes et les chemins de fer de l'Afrique du Nord aux mains de la République française n'ont rendu le capitalisme sympathique aux Arabes.

Il est bien vrai que le prolétariat russe peut apporter une aide considérable au prolétariat chinois dans sa lutte pour son émancipation, mais cette aide ne peut être qu'à la condition d'apparaître aux yeux du prolétariat chinois lui-même comme une aide désintéressée, comme celle d'un aîné qui aide gratuitement son jeune frère, sans en attendre pour lui aucune rémunération. Déjà, à maintes reprises, dans les divers pays en lutte pour leur émancipation, on avait souvent « senti le Russe sous le communiste », et c'est peut-être là que réside la cause principale des échecs de ces dernières années. Comment maintenant l'U. R. S. S. pourra-t-elle apparaître aux prolétaires chinois comme désintéressée, si elle persiste à maintenir son autorité sur le chemin de fer de l'Est-Chinois ? Comment pourra-t-elle acquiescer la confiance du paysan mandchourien si elle persiste à réclamer ses « droits » au nom de Tchang-Tso-Ling ? Toute l'aide extérieure que pourrait apporter le prolétariat russe au peuple chinois se trouve ainsi frappée par avance de stérilité.

Loin de hâter le développement d'un peuple, toute domination étrangère ne fait que le retarder. Le maintien de l'U. R. S. S. en Mandchourie, à cause du « bourgeois » Tchang-kai-Shek, vaut exactement ce que valait la conquête du Riff, à cause du « féodal » Abd-el-Krim.

Il est une seconde raison.

En faisant de l'impérialisme pour son compte, en se faisant attribuer des concessions, tout comme le font les impérialismes capitalistes, on se trouve en fait solidaire de ceux-ci, et ceux-ci se trouvent solidaire de vous. Au front unique des peuples dominés se substitue le front unique des dominateurs.

Et c'est la honte que nous avons connue ces jours derniers, en voyant le front unique de toutes les puissances impérialistes se réaliser autour de l'U. R. S. S. !

A peine la note soviétique au gouvernement de Nankin était-elle connue que les représentants les plus qualifiés de l'impérialisme mondial s'empresèrent, en effet, de proclamer le bon droit de la Russie, ainsi que Cachin lui-même l'a relevé, avec cette inconscience incroyable qui le caractérise, dans l'*Humanité* du 24 juillet.

Il n'est qu'une solution : c'est de revenir à la politique révolutionnaire, à la politique traditionnelle révolutionnaire, celle que Lénine a proclamée à nouveau avec une force incomparable, et que lui, pour la première fois, a été à même de pratiquer, celle qui consiste à n'accepter aucun droit, soit économique, soit politique, en un pays étranger, autrement dit à s'abstenir rigoureusement de tout impérialisme, sous quelque forme que ce soit et dans quelque mesure que ce soit.

L'Est-Chinois est un chemin de fer qui dessert un pays chinois, peuplé de Chinois : il faut rendre l'Est-Chinois aux Chinois. Le fait que cette ligne est la plus courte ligne de transit de la Sibirie vers Vladivostok ne saurait être un empêchement. Le contrôle d'une ligne chinoise par la Russie parce qu'elle lui est le moyen le plus court de déboucher sur le Pacifique n'est pas plus justifié que ne l'est le contrôle, par la Pologne, d'un « corridor » en territoire prussien par la raison qu'autrement la Pologne n'aurait pas de débouché sur la mer. Il se justifie même moins, puisque sans le « corridor » de Dantzig, la Pologne n'a aucun débouché sur la mer, tandis que sans l'Est-Chinois, l'U. R. S. S. atteint toujours Vladivostok moyennant un simple détour. Tout ce que peut demander l'U. R. S. S. à la Chine après lui avoir remis l'Est-Chinois, c'est que celle-ci lui accorde des facilités de transit pour les marchandises allant de l'une à l'autre des deux parties de son territoire que le chemin de fer relie.

Le moment est décisif. Nous avons vu, ces temps derniers, que par son accord avec la Royal Dutch,

l'U. R. S. S. s'incorporait dans le système économique de l'impérialisme capitaliste; les jours qui viennent nous montreront si elle va s'intégrer dans le système politique de l'impérialisme.

Entre l'héritage du czar et celui de Lénine, entre une politique nationale russe et celle de l'internationalisme révolutionnaire, Staline a à choisir.

(Extraits du deuxième article.)

Or, la possession du Chemin de fer de la Mandchourie est le type même de l'emprise sur la vie économique d'un pays. Il n'existe peut-être pas d'autre cas où ce soit aussi net. Toute la vie de la Mandchourie du Nord dépend, en effet, de son chemin de fer. Dans ce pays de forêts, sans routes, presque sans fleuves, et sans autre voie ferrée que celle de l'Est-Chinois, la colonisation et la culture, toute la vie en un mot, n'ont pu s'établir que grâce au chemin de fer et ne peuvent subsister que par lui. Le maître du chemin de fer, le maître de ses tarifs, de ses règlements, de l'organisation du service, est donc le maître absolu de la Mandchourie. Or, le maître de ce chemin de fer est l'U. R. S. S., le chemin de fer étant, d'après la convention de 1924, administré par un Conseil d'administration dans lequel, je le répète, l'U. R. S. S. possède, d'après ce qu'en dit à l'époque la *Correspondance internationale*, la majorité absolue.

Rien donc ne distingue cette concession, non pas des concessions territoriales données par la Chine en certaines villes aux différentes Puissances, ce que je n'ai jamais prétendu, mais des multiples concessions, presque toujours exemptes de droits politiques, par lesquelles les Puissances capitalistes ont assuré leur emprise économique aux quatre coins du monde, et que Lénine a toujours dénoncées comme la forme la plus dangereuse, parce que la plus masquée, de l'impérialisme ; rien, si ce n'est que la pauvreté de l'outillage économique de la Mandchourie du Nord, permet une emprise économique beaucoup plus absolue que dans les pays plus développés.

En Chine même, l'impérialisme capitaliste s'est introduit sous deux formes. D'une part, sous la forme, la plus connue mais la moins dangereuse, des concessions : dans les principaux ports chinois, l'ancien régime avait attribué aux Puissances étrangères des quartiers dans lesquels celles-ci ont un droit de souveraineté presque absolu ; ce sont de véritables enclaves étrangères dans le territoire chinois. Que cela ait des inconvénients considérables pour la Chine, c'est bien évident ! Mais il n'empêche que la souveraineté étrangère strictement limitée à certains quartiers de certaines villes était une attaque à l'indépendance chinoise bien moindre que celle qu'y auraient portée des droits plus restreints mais s'étendant à l'ensemble de la Chine. C'est précisément pourquoi l'impérialisme capitaliste ne pouvait se contenter des concessions et qu'il exigea d'autres droits ; les Postes, la perception de certains impôts comme la Gabelle, les Douanes, etc., durent être reprises par la Chine entre les mains de délégués des Puissances étrangères qui en assumaient toute la direction. Ce n'étaient pas là des droits politiques, des droits de police et de juridiction, comme ceux possédés par les Puissances sur le territoire de leurs concessions, c'était simplement un droit d'administration sur des services publics, mais combien ceci était plus grave que cela ! Avec les concessions, on peut se soustraire à l'emprise étrangère, en se contentant de ne pas aller dans les quartiers concédés, tandis que, où que l'on soit, on a besoin de la Poste, on est contraint de payer l'impôt, on a à consommer ou à produire des marchandises sur lesquelles, d'une manière ou d'une autre, les droits de douane interviennent.

Ce sont les droits de cette seconde sorte, beaucoup plus que les concessions, qui ont fait se soulever la Chine, et c'est à eux d'abord qu'elle s'en est pris ; dès l'occupation de Pékin par les troupes du Kuomintang, le gouvernement de Nankin est parvenu à obtenir leur suppression en grande partie : il n'y a plus d'administration étrangère de la Gabelle, et la Chine a recouvré son indépendance douanière.

Or, l'administration du chemin de fer de l'Est-Chinois par une administration étrangère, c'est un fait exactement du même ordre que l'administration des Postes, de la Gabelle ou des Douanes par des admi-

nistrateurs étrangers. Dans tous ces cas, il s'agit de l'administration d'un service public essentiel. Il est impossible de considérer qu'en essayant de récupérer l'administration de l'Est-Chinois, la Chine fait autre chose que poursuivre sa politique d'indépendance nationale ; la suppression, cette année, du dictateur russe du chemin de fer de l'Est-Chinois est l'exact pendant de la suppression, l'an dernier, du dictateur anglais je crois, de la Gabelle.

Ainsi donc, ou bien il faut admettre que tous les pouvoirs que s'étaient fait conférer les Puissances capitalistes sur les services publics de Chine (par des contrats en aussi bonne et due forme que les contrats russes de 1924), ne sont pas de l'impérialisme, — ou bien il faut reconnaître que les pouvoirs de l'U. R. S. S. sur l'Est-Chinois sont de l'impérialisme. Mais alors se pose la seconde question : Est-ce que, en certaines circonstances, l'impérialisme n'est pas une bonne chose ? Est-ce que, en particulier, un impérialisme soviétique, ou, plus généralement, l'impérialisme d'un pays socialiste ou en marche vers le socialisme, n'est pas chose excellente ? Est-ce que, du moment que le mouvement ouvrier et paysan d'un pays a été écrasé par sa bourgeoisie nationale, il n'y a pas lieu d'abandonner dans ce pays la politique anti-impérialiste ?

Le socialisme ne saurait être que mondial. Je n'ai jamais compris exactement ce que les Russes entendent par « le socialisme dans un seul pays », mais si cela signifie qu'une partie du monde pourrait vivre d'une façon permanente sous le régime du socialisme, tandis que les autres parties du monde vivraient sous un régime différent, c'est une évidente absurdité. Non seulement une telle opinion est contraire à l'essence même du socialisme qui s'est toujours présenté comme la libération de l'humanité tout entière, et non comme celle d'une portion seulement de l'humanité, mais l'exemple du capitalisme, détruisant à une vitesse croissante, dans le monde entier, les économies non capitalistes, montre qu'en l'état actuel de la technique, principalement de celle des moyens de transport, c'est la dernière des utopies de supposer que, désormais, l'humanité puisse vivre longtemps en des compartiments séparés, soumis à des régimes économiques fondamentalement différents. Préparer l'avènement du socialisme chez tous les peuples, qu'ils soient noirs, blancs ou jaunes, est donc la condition indispensable à l'établissement du socialisme dans n'importe quel pays.

Or, l'impérialisme, par quelque Puissance qu'il soit exercé et sous quelque forme qu'il soit exercé, même l'impérialisme le plus « philanthropique » s'il en existe, ne peut que retarder l'avènement du socialisme chez le peuple qui le subit. Le socialisme, en effet, ne se donne pas, il s'acquiert ; un peuple ne peut devenir socialiste que par lui-même ; le socialisme ne peut être que le résultat de son expérience personnelle. Or, le vice fondamental de l'impérialisme, c'est qu'il supprime cette expérience. En mettant la direction de l'économie entre les mains d'un peuple étranger, en déchargeant un peuple du soin de se diriger, soit politiquement soit économiquement, l'impérialisme le prive de l'expérience qui, seule, peut le faire évoluer et le préparer au socialisme. Je veux admettre que l'U. R. S. S. exploite l'Est-Chinois dans l'intérêt exclusif du peuple chinois, qu'il soit même un moyen, non de transférer en U. R. S. S. de la plus-value produite par le paysan chinois, mais, au contraire, de transférer à celui-ci de la plus-value produite par l'ouvrier ou le moujik russe ; le Chinois de Mandchourie, privé de la direction de l'organisme essentiel de son économie, serait tout de même, de ce fait, retardé tout autant dans son évolution que s'il était soumis à l'impérialisme le plus exploiteur. Le « bon tyran » n'est pas plus un instrument d'émancipation que le mauvais.

Mais que, demain, la guerre civile éclate en Mandchourie, qu'ouvriers et paysans luttent contre leur bourgeoisie, que le Japon intervienne, ah ! soyez sûrs alors, camarade, que ce jour-là l'U. R. S. S. pourra tirer l'épée pour défendre les ouvriers et les paysans de Mandchourie contre leur bourgeoisie ou l'impérialisme nippon, sans que nous l'accusions d'impérialisme ! Comme nous l'avons toujours été en des cas